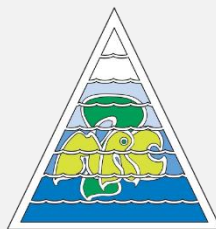


POLITIQUE DE SOUTIEN AUX ENTREPRISES (INCLUANT L'ÉCONOMIE SOCIALE)

MRC DE SEPT-RIVIÈRES



Adoptée le 20 février 2018

Table des matières

1.	Politique de soutien aux entreprises (incluant l'économie sociale) de la MRC de Sept-Rivières	1
1.1	Critères d'admissibilité assujettis aux deux programmes de la MRC : Fonds local (FLI/FLS), SE	1
1.2	Critères d'admissibilité de base	1
1.3	Clause contractuelles	2
1.4	Dépenses admissibles	3
1.5	Offre de financement	3
2.	Programme soutien à l'entrepreneuriat (SE)	4
2.1	Description	4
2.2	Critères d'admissibilité généraux	4
2.3	Critères – Volet subvention	4
2.4	Critères – Volet prêt	5
2.5	Définition des secteurs d'activités	7
2.6	Clauses contractuelles	7
2.6.1	Clauses contractuelles assujetties au volet subvention	7
2.6.2	Clauses contractuelles assujetties au volet prêt	8

1. Politique de soutien aux entreprises (incluant l'économie sociale) de la MRC de Sept-Rivières

Afin de supporter son développement local et économique, la MRC a conclu pour 2016-2017, une entente de gestion avec les corporations de développement économique des municipalités de Port-Cartier et de Sept-Îles afin de définir le rôle et les responsabilités que la MRC leurs confie en matière de développement local, soit la promotion de l'entrepreneuriat, le soutien à l'entrepreneuriat et à l'entreprise, le support aux entreprises, incluant les entreprises en économie sociale. Afin de soutenir financièrement les entrepreneurs, pour 2016-2017, depuis le 1^{er} janvier 2016, les programmes ont été fusionnés et simplifiés en deux programmes (incluant l'économie sociale).

1. Investissement Fonds local (FLI/FLS);
2. Soutien à l'entrepreneuriat (SE).

Les demandes aux différents fonds seront acheminées par les corporations de développement économique des municipalités directement à la MRC qui en sera le gestionnaire.

Les dossiers peuvent être déposés en continu et seront analysés par un comité d'investissement indépendant du conseil de la MRC de Sept-Rivières.

Les principaux services de première ligne offerts par les corporations municipales sont : le soutien, les conseils et l'aide technique aux entreprises et entrepreneurs.

- ▶ Pour le territoire de la ville de Port-Cartier :

La corporation de développement économique de Port-Cartier (CDE)

- ▶ Pour le territoire de Sept-Îles, Uashat Mak Mani-Utenam et TNO Lac-Walker :

Développement économique Sept-Îles (DESI)

1.1 Critères d'admissibilité assujettis aux deux programmes de la MRC : Fonds local (FLI/FLS), SE

Pour les deux programmes d'aide financière de la MRC, c'est-à-dire le Fonds local (Fonds local d'investissement/Fonds local de solidarité MRC de Sept-Rivières) et Soutien à l'entrepreneuriat voici les critères d'admissibilité de base et les clauses contractuelles similaires qui s'appliquent à tous ces programmes.

1.2 Critères d'admissibilité de base

Voici les critères que l'on doit valider pour tous les programmes de la MRC avant de procéder à l'analyse d'une demande de financement :

- ▶ Poursuivre des objectifs concordants avec les orientations du Fonds de développement du territoire et le Fonds d'appui au rayonnement des régions (FARR);

- ▶ L'entrepreneur ou l'organisme doit démontrer à la satisfaction de la MRC que l'aide financière est essentielle à la réalisation de son projet;
- ▶ Être en exploitation sur le territoire de la MRC de Sept-Rivières;
- ▶ S'appuyer sur un plan d'affaires portant sur les trois premières années d'opération qui démontre que l'entreprise à être créée ou maintenue présente de bonnes possibilités de viabilité et de rentabilité. De plus, le secteur d'activité, le coût du projet, le marché, la rentabilité, le nombre d'emplois créés sont des éléments qui sont considérés lors de l'analyse;
- ▶ Posséder des qualités entrepreneuriales (une expérience ou une formation pertinente au projet);
- ▶ Les projets se situant dans un secteur à forte concurrence ou saturé ne sont pas admissibles;
- ▶ Les projets suivants sont non admissibles : bar, arcade, prêt sur gage, projets à caractère religieux ou exploitant le sexe;
- ▶ Être un citoyen canadien ou un immigrant reçu et être résident permanent du Québec;
- ▶ Les emplois créés devront être réalisés dans la même année suivant le début de la réalisation du projet. L'emploi du promoteur peut être considéré. Un emploi permanent et stable représente 30 heures de travail par semaine (1500 heures par année). Il est régulier et à durée indéterminée;
- ▶ Un emploi à temps partiel représente au moins 15 heures de travail par semaine (750 heures par année);
- ▶ Les emplois saisonniers créés ou maintenus sont admissibles, ils représentent 1500 heures de travail par année, peu importe le nombre de personnes embauchées. L'emploi du promoteur peut être considéré. Pour considérer les emplois saisonniers, l'entreprise devra démontrer qu'elle exerce dans un secteur d'activité économique saisonnier, exemple : le tourisme;
- ▶ Les dépenses affectées à la réalisation d'un projet, mais effectuées avant la date de la réception de la demande d'aide officielle par la MRC ne sont pas admissibles;
- ▶ La participation de la MRC devra être complémentaire aux autres sources de financement disponible sur le territoire de la MRC de Sept-Rivières.

1.3 Clause contractuelles

Voici les principales clauses que l'on doit retrouver dans tous les programmes de la MRC :

- ▶ Tous les projets autorisés feront l'objet d'un protocole d'entente entre la MRC et l'entreprise. Ce protocole fixera les conditions de versement de l'aide financière et les obligations des parties;
- ▶ Fournir et respecter l'échéancier de réalisation de son plan d'affaires tel que soumis et approuvé par la MRC et l'informer de toutes modifications le cas échéant;
- ▶ Investir dans le projet les sommes prévues dans le plan d'affaires;
- ▶ Utiliser l'aide financière en vertu de la présente aux fins du projet présenté;

- ▶ Informer la MRC de toute intention de changement modifiant les activités de l'entreprise et de toute intention de transaction pouvant modifier la structure juridique de l'entreprise;
- ▶ Transmettre à la MRC une copie de la convention entre actionnaires s'il y a plus d'un actionnaire;
- ▶ Un rapport de suivi sera transmis par l'analyste financier au comité d'investissement;
- ▶ L'entrepreneur autorise la MRC à annoncer publiquement qu'une aide financière lui a été accordée, la nature du projet faisant l'objet de l'octroi de cette aide financière, le montant de l'aide financière ainsi que le nom de l'entreprise reliée au projet;
- ▶ S'engager à fournir les états financiers demandés par la MRC pour toute la durée du protocole;
- ▶ Présenter des pièces justificatives démontrant que la totalité de l'aide financière a été versée à l'entreprise;
- ▶ Toutes autres exigences demandées par le comité d'investissement.

1.4 Dépenses admissibles

- ▶ Les dépenses en capital telles que terrain, bâtisse, équipement, machinerie, matériel roulant, frais d'incorporation et toutes autres dépenses de même nature;
- ▶ Les dépenses d'acquisition de titres de propriété de l'entreprise visée (actions votantes, parts ou actifs) de même que les frais de service professionnels directement liés à la transaction d'acquisition sont admissibles;
- ▶ L'acquisition de technologies (savoir-faire, licence ou accord de fabrication, brevet), de logiciels ou progiciels et toutes autres dépenses de même nature;
- ▶ Les besoins de fonds de roulement se rapportant strictement aux opérations de l'entreprise;
- ▶ Toutes autres dépenses jugées pertinentes par le comité d'investissement.

1.5 Offre de financement

- ▶ Pour les projets d'entreprises privées, l'offre de financement est de trois mois. Quant aux projets d'économie sociale, l'offre sera de six mois, en raison de la complexité de mettre en œuvre ces projets;
- ▶ Après ce délai, et pour toutes les demandes, la MRC informera le client par écrit que le délai est échu. Si l'entreprise désire poursuivre l'offre de financement, elle devra le faire par écrit en expliquant le motif du retard à la réalisation du projet. L'entreprise bénéficiera alors d'un mois pour répondre. Advenant le cas où l'entreprise ne répond pas, l'offre de financement deviendra caduque.

2. Programme soutien à l'entrepreneuriat (SE)

2.1 Description

Ce programme vise à aider les entreprises privées ou les entreprises d'économie sociale (OBNL ou COOP) en leur offrant un support financier. Ce programme est réparti en deux volets, soit un volet subvention et un volet prêt.

2.2 Critères d'admissibilité généraux

- ▶ Pour les projets d'économie sociale, l'entreprise doit s'autofinancer à 50 % avec des revenus autonomes;
- ▶ Le financement d'étude de marché ou de faisabilité n'est pas admissible;
- ▶ Les aides financières combinées du gouvernement provincial, fédéral et de la MRC ne pourront excéder 80 % des dépenses admissibles;
- ▶ Dans le cas d'une acquisition/relève, l'un des entrepreneurs doit posséder au moins 25 % des parts de l'entreprise.

2.3 Critères – Volet subvention

- ▶ Être en situation de démarrage, acquisition ou expansion. Pour se qualifier aux phases acquisition et expansion, l'entreprise doit posséder 2 années d'existence continues;
- ▶ Création ou maintien d'emploi à temps plein (chaque emploi représente 30 heures de travail par semaine). L'emploi de l'entrepreneur n'est pas considéré;
- ▶ Faire une mise de fonds égale à la subvention consentie par la MRC;
- ▶ Les secteurs suivants ne sont pas admissibles pour toutes les phases de développement : les services reliés aux soins personnels (salon de coiffure, esthétique, massothérapie, etc.); les professions libérales traditionnelles (bureau d'avocats, notaires, firme de comptabilité, cabinet de médecin, dentiste, etc.), les services de tenue de livres, les services de garderie;
- ▶ Un entrepreneur ou une entreprise peut bénéficier de la contribution non remboursable à deux reprises maximum. La demande doit être déposée au-delà de 48 mois suivant le décaissement de la première demande;
- ▶ La subvention peut être combinée avec le volet SE prêt et les fonds FLI et FLS;
- ▶ Dans le cas où le projet ne démontre pas les retombées économiques suffisantes pour justifier la contribution en subvention, selon les disponibilités budgétaires, le comité d'investissement peut attribuer cette partie en prêt SE;
- ▶ L'aide financière sera accordée à partir des retombées socio-économiques du projet :

Création ou maintien d'emploi à temps plein (30 heures par semaine)	Subvention Secteur régulier	Subvention Secteur novateur (voir définition au point 2.5)
1 emploi	3 000 \$	5 000 \$
2 emplois	5 000 \$	7 000 \$
3-4 emplois	7 000 \$	9 000 \$
5-9 emplois	10 000 \$	13 000 \$
10 emplois et plus	15 000 \$	20 000 \$
20 emplois et plus	20 000 \$	25 000 \$

2.4 Critères – Volet prêt

- ▶ Toutes les phases de développement sont admissibles : démarrage, acquisition, expansion et consolidation;
- ▶ Création ou maintien d'emploi à temps plein (chaque emploi représente 30 heures de travail par semaine). L'emploi de l'entrepreneur est considéré. Les emplois à temps partiel (15 heures de travail par semaine) sont considérés et peuvent être bonifiés jusqu'à 3 000 \$;
- ▶ Dans le cadre d'un refinancement, l'entrepreneur ou l'entreprise devra rembourser le solde du prêt déjà consenti par la MRC;
- ▶ Être financé en partie par une mise de fonds de 50 % du prêt demandé (pour les entreprises déjà existantes, la capitalisation historique est considérée (avoir net après projet);
- ▶ L'aide financière sera accordée à partir des retombées socio-économiques du projet :

Volet 1

Démarrage-consolidation (maximum 25 000 \$)

Création ou maintien d'emploi à temps plein (30 heures par semaine)	Prêt Secteur régulier	Prêt Secteur novateur (voir définition au point 2.5)
Taux d'intérêt fixe : 3.50 %		
1 emploi	5 000 \$	8 000 \$
2 emplois	7 000 \$	10 000 \$
3-4 emplois	9 000 \$	12 000 \$
5 emplois et plus	12 000 \$	15 000 \$
10 emplois et plus	20 000 \$	25 000 \$

Volet 2

Acquisition-expansion (maximum 40 000 \$)

Création ou maintien d'emploi à temps plein (30 heures par semaine)	Prêt Secteur régulier	Prêt Secteur novateur (voir définition au point 2.5)
Taux d'intérêt fixe : 2.50 %		
1 emploi	10 000 \$	15 000 \$
2 emplois	15 000 \$	20 000 \$
3-4 emplois	20 000 \$	30 000 \$
5 emplois et plus	25 000 \$	35 000 \$
10 emplois et plus	30 000 \$	40 000 \$

Volet 3

Contrat-Fonds de roulement (maximum 60 000 \$)

Ce volet vise à supporter financièrement la croissance des entreprises en avançant les fonds nécessaires à la réalisation d'un contrat spécifique qui excède le chiffre d'affaires habituel de l'entreprise et dont la marge de crédit ne suffit pas à combler le besoin en fonds de roulement.

Création ou maintien d'emploi à temps plein (30 heures par semaine)	Prêt Secteur régulier	Prêt Secteur novateur (voir définition au point 2.5)
Taux d'intérêt fixe : 2.50 %		
Entre 10 et 20 emplois	30 000 \$	40 000 \$
20 emplois et plus	50 000	60 000 \$

- ▶ Remboursement à court terme en fonction de la durée du contrat (maximum 12 mois).
- ▶ En plus du cautionnement personnel de l'entrepreneur, une garantie supplémentaire sera exigée soit une garantie hypothécaire, une dénonciation de contrat ou un cautionnement corporatif d'une autre entreprise

2.5 Définition des secteurs d'activités

Les entreprises se situant dans les secteurs définis comme novateurs bénéficieront d'un montant plus élevé que les secteurs réguliers, tel que stipulé au point 2.3.8 pour la subvention et 2.4.5 pour un prêt.

Secteur d'activité économique novateurs	
1. Primaire	<ul style="list-style-type: none">▶ Agriculture▶ Pêche▶ Exploitation forestière
2. Entreprises manufacturière	<ul style="list-style-type: none">▶ Entreprises de première, deuxième et troisième transformation
3. Tertiaire moteur	<ul style="list-style-type: none">▶ Tourisme▶ Informatique (conception et fabrication de logiciels)▶ Environnement (économie circulaire)
4. Secteur industriel	<ul style="list-style-type: none">▶ Usinage industriel

2.6 Clauses contractuelles

2.6.1 Clauses contractuelles assujetties au volet subvention

Le protocole d'entente de la MRC devra inclure, en annexe, les documents suivants :

- ▶ Dans le cas où l'entreprise serait cédée moyennant une compensation financière, le promoteur s'engage à transmettre à la MRC une copie du contrat de vente et à utiliser la part qui lui revient de cette vente ou cession pour rembourser la partie de la subvention restante au prorata du temps à écouler. Dans le cas où le promoteur ne respecte pas ses obligations, la MRC peut exiger le remboursement de l'aide financière en tout ou en partie;
- ▶ L'entrepreneur est assujetti à l'obligation de conserver un minimum de 25 % de la propriété de l'entreprise pour les 2 années suivant l'octroi de l'aide financière. Toute transaction ultérieure ayant pour effet de réduire à moins de 25 % la part détenue par l'entrepreneur entraînera pour celui-ci l'obligation de remettre à la MRC, conformément aux modalités convenues dans l'entente MRC, la part de la subvention établie selon la formule suivante : $(\text{subvention accordée}) \times (24 - \text{nombre de mois depuis l'octroi de l'aide}) / 24 \text{ mois}$.

2.6.2 Clauses contractuelles assujetties au volet prêt

Le protocole d'entente de la MRC devra inclure, en annexe, les documents suivants :

- ▶ Le taux d'intérêt est fixe et sans prime de risque pour toute la durée du prêt;
- ▶ L'entreprise pourra rembourser en partie ou en totalité le prêt sans pénalité;
- ▶ L'horizon maximal de remboursement est de 7 ans;
- ▶ L'assurance-vie n'est pas autorisée sur les prêts consentis par ce programme;
- ▶ Les cautionnements personnels sont obligatoires et peuvent être pris partiellement (minimum 50% jusqu'à 100%).